



REPUBLIQUE FRANÇAISE  
DEPARTEMENT DU GARD  
COMMUNE AIGUES MORTES

**ARRETE DU MAIRE**

**Réf : ARR202457**

**Objet :**

**ARRETE INTERRUPTIF DE TRAVAUX**

Le Maire de la Commune d'Aigues-Mortes,

Vu l'article 2212-1 du code général des collectivités territoriales,

Vu les articles L 480-1 à L 480-4 du code de l'urbanisme et l'article L 480-2 notamment son alinéa 3,

Vu le code de l'urbanisme et notamment ses articles : L 610-1, L 152-1 à L 151-3, L 152-7 du code de l'urbanisme,

Vu le procès-verbal N° PV202400005 en date du 5 janvier 2024 dressé par la police municipale d'Aigues-Mortes,

Vu l'article L 121-1 du code des relations entre le public et l'Administration,

Vu la lettre en date du 18 janvier 2024 invitant le bénéficiaire des travaux, visé à l'article 1er du présent arrêté, de produire ses observations dans un délai de 10 jours,

Vu les observations orales fournies par ledit bénéficiaire des travaux, le 30 janvier 2024 auprès du service urbanisme,

Considérant que l'habitation implantée sur la parcelle BO 10 sise 403, chemin de la Pècherie, 30220 - Aigues-Mortes et se trouvant à l'intérieur du périmètre du Site Patrimonial Remarquable d'Aigues-Mortes a été partiellement démolie puis reconstruite sans permis de construire,

Considérant que les travaux en cours sont exécutés en violation de l'article 2-1 c) de la partie II-3 : clauses applicables en zone Fsub-U du Plan de Prévention du Risque Inondation approuvé le 5 septembre 2022, de l'article N2 de la zone Na du Plan Local d'Urbanisme approuvé le 14 février 2022 et de l'article L 621-31 du code du patrimoine,

Considérant que l'article L 480-2 al 10 du code de l'urbanisme fait obligation d'interrompre lesdits travaux,

Considérant que monsieur Didier RODRIGUEZ a été mis en demeure de présenter des observations écrites par lettre recommandée avec AR du 18 janvier 2024,

Considérant qu'il est d'intérêt général que les travaux de construction entrepris soient interrompus.



## ARRETE

### Article 1 :

Monsieur Didier RODRIGUEZ, demeurant 142, chemin des Plantiers, 30220 – Aigues-Mortes, bénéficiaire des travaux réalisés en infraction sur l'unité foncière cadastrée section BL 10 située 403, chemin de la Pêcherie à Aigues-Mortes, est mis en demeure d'interrompre immédiatement ceux-ci.

### Article 2 :

Le présent arrêté sera notifié par lettre recommandée avec demande d'avis de réception ou contre décharge au bénéficiaire des travaux susvisés, ainsi qu'à toute personne responsable au sens de l'article L 480-4-2 du code de l'urbanisme.

### Article 3 :

Copie en sera transmise sans délai à monsieur le Préfet du Gard ainsi qu'à madame la Procureure de la République près le tribunal de grande instance de Nîmes.

### Article 4 :

Le non-respect de la mise en demeure prévue à l'article 1er du présent arrêté sera constitutif d'une nouvelle infraction, prévue et réprimée par l'article L.480-3 du code de l'urbanisme, sans préjudice des mesures de coercition qui pourront être prises en application de l'article L.480-2-7° du même code, en procédant notamment à la saisie des matériaux approvisionnés ou du matériel de chantier et, s'il y a lieu, à l'apposition des scellés.

### Article 5 :

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de M. le Maire d'Aigues-Mortes, autorité territoriale ayant arrêté l'acte administratif en cause, ou d'un recours hiérarchique adressé à monsieur le Préfet du Gard, et ce, dans les deux mois à partir de la notification ou de la publication de la décision contestée.

Il peut également faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères – CS 88010 30941 – NÎMES Cedex 09 – [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)) dans ce même délai de deux mois, à compter de la notification ou de la publication de la décision attaquée.

Sauf disposition législative ou réglementaire contraire, dans les cas où le silence gardé par l'autorité administrative sur une demande vaut décision de rejet, l'intéressé dispose, pour former un recours, d'un délai de deux mois à compter de la date à laquelle est née une décision implicite de rejet.

Toutefois, lorsqu'une décision explicite de rejet intervient avant l'expiration de cette période, elle fait à nouveau courir le délai de recours.

### Article 6 :

Monsieur le Maire de la Commune d'Aigues-Mortes,  
Monsieur le Directeur Général des Services,  
Monsieur le Commandant la Communauté de Brigades du Grau-du-Roi / Aigues Mortes,  
Monsieur le Chef de Service de la Police Municipale d'Aigues-Mortes, sont chargés chacun en ce qui le concerne de commenter et de faire respecter le présent arrêté, qui sera affiché et publié au recueil des actes administratifs de la Mairie.

Fait à Aigues-Mortes, le 12 février 2024

Le Maire,  
Pierre MAUMEJEAN

